

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

19 février 2014

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

NLMK

Les travailleurs doivent avancer sous leur propre drapeau

On se rappelle de la fermeture de Renault Vilvoorde en 1997, de la lutte des ouvriers de Clabecq pour sauver leur usine la même année et, plus récemment, de la fermeture de Ford Genk, des restructurations d'ArcelorMittal et de Caterpillar. Cela fait des années que le patronat est à l'offensive contre le monde du travail, restructurant à tout-va pour produire plus avec moins d'ouvriers, pour faire baisser le salaire réel par des réorganisations du temps de travail.

La crise de 2008 n'a fait qu'aggraver les choses. Certes, certains capitalistes y ont laissé des plumes, mais les plus gros en ont profité pour grossir encore plus, au point que les 85 plus riches de la planète possèdent à eux seuls autant que les 3,5 milliards les plus pauvres ! Mais surtout, le patronat a trouvé dans la crise un prétexte supplémentaire pour faire accepter encore plus de sacrifices aux travailleurs, pour leur faire accepter des milliers de licenciements pour « sauver l'entreprise ». Mais ces sacrifices ne servent en réalité qu'à protéger les profits ! Et les capitalistes en veulent toujours plus. De concession en concession, le patronat est de plus en plus arrogant et exigeant et le monde du travail plonge dans la misère.

Face à ces attaques, les gouvernements ne sont jamais du côté des travailleurs, bien au contraire ! Durant la crise, les Etats ont volé au secours des banquiers qui avaient perdu à la loterie de la spéculation boursière. Cela a coûté des centaines de milliards d'euros qui ont à leur tour nourri une dette publique que l'on nous demande maintenant de rembourser.

Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement ne cesse d'octroyer des aides aux entreprises, sous la forme de réductions de charges ou « d'intérêts notionnels » qui permettent aux plus grandes entreprises de ne quasiment pas payer d'impôts.

Toutes ces aides n'ont jamais servi à créer le moindre emploi, elles aggravent la dette du pays et en font peser tout le poids sur les épaules des classes populaires car elle permet de justifier une politique d'austérité d'une rigueur encore jamais vue, bien pire que la « loi unique » de 1961. Le personnel des services publics n'est quasiment plus remplacé, les remboursements de soins de santé ont été rognés, les allocations de chômage revues à la baisse, etc. A la poste, dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les

communes, les moyens manquent et les salariés sont sous une pression permanente.

Patrons et politiciens nous assènent à longueur d'années que les travailleurs coûtent trop cher. Ils ne cessent de comparer les salaires belges avec ceux des autres pays pour justifier des blocages salariaux et les réductions de charges patronales. Or ce sont les travailleurs qui créent le revenu des entreprises par leur travail ; les actionnaires, eux, ne servent à rien mais ils ponctionnent jusqu'à 30% des revenus ! Ce sont eux qui coûtent trop cher !

Il est plus que temps que le monde du travail mette en avant ses propres revendications et cesse de se sacrifier pour sauver un système qui ne fonctionne pas et qui ne peut pas fonctionner.

C'est pour cela que La Lutte présentera des candidats aux élections fédérales de mai 2014 : des candidats issus du monde du travail, pour défendre le programme des travailleurs : contre le chômage, il faut interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices et répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises et des banques, ainsi que l'indexation des salaires. Et il faudra exproprier les banques sans indemnité et créer à la place une banque publique sous contrôle populaire.

Ce ne sont pas les élections qui vont changer le sort des travailleurs, il faudra pour cela des mobilisations collectives, car elles sont bien plus puissantes que les urnes. Les élections sont le moyen d'exprimer que nous ne sommes pas d'accord avec cette société, ni de sacrifier nos salaires et nos vies pour les profits du patronat.

Voter pour les candidats de La Lutte sera un moyen de dire que, travailleurs et chômeurs, wallons et flamands, belges et immigrés, hommes et femmes, nous avons les mêmes intérêts et que ce ne sont pas ceux de nos patrons. Ce sera voter pour dire qu'on ne peut pas laisser l'avenir du monde entre les mains des rapaces de la finance qui n'ont d'autre perspective que leurs profits et qu'au contraire, c'est nous qui créons les richesses et que nous sommes les seuls à être utiles à la société et que nous, les travailleurs, sommes l'avenir du monde.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

NLMK Licencie à Clabecq : ce sont les travailleurs qui paient

Après la Louvière, c'est le tour de Clabecq. NLMK a annoncé sa décision de licencier 90 salariés (60 ouvriers, 30 employés) sur les 540 que compte encore l'usine, déjà sinistrée par des plans à répétition. NLMK prétend que c'est pour sauver l'emploi restant et que l'entreprise va faire un investissement d'un million et demi d'euros pour moderniser l'entreprise. Mais 90 salaires, sur un an, ça fait déjà 3 à 4 millions d'euros ! En réalité, comme toujours, c'est le sacrifice des travailleurs qui paye les soi-disant investissements !

La couleur change, pas le discours ...

Le pire, c'est que le permanent CSC, qui est majoritaire dans l'usine, entérine le plan de la direction en répétant comme un perroquet que « NLMK fait des efforts pour rester sur le site » et qu'il faut faire des sacrifices pour « privilégier la pérennité de l'usine ». Le discours du patron dans la bouche d'un délégué, on a entendu ça souvent aussi à La Louvière, la couleur change mais le discours est le même...

Chasse aux jeunes chômeurs

L'ONEM a annoncé qu'il allait contrôler les 30.000 jeunes demandeurs d'emploi qui ne touchent pas encore d'allocations. Alors qu'ils passent déjà un an sans aucun revenu, ils devront subir en plus deux contrôles successifs, à quelques mois d'intervalle, avant d'ouvrir leur droit aux allocations ! Tout le monde sait qu'il y a de moins en moins d'emplois disponibles, cette mesure n'a évidemment d'autre but que d'essayer d'exclure une partie d'entre eux, ceux qui sauront le moins bien se débrouiller avec les démarches administratives, du bénéfice des allocations. Cela fera sans doute baisser les chiffres du chômage, et le gouvernement pourra ainsi se féliciter de ses « bons résultats de l'année. » Mais pour les jeunes concernés, ce sera une catastrophe.

Manifestation des accueillantes d'enfants

Le lundi 3 février, les accueillantes d'enfant ont manifesté à Bruxelles. A Bruxelles et en Wallonie, elles sont 2.500 à travailler 10 heures par jour, sans statut, donc sans aucun droit comme les congés payés ou le droit au chômage, et pour gagner une misère qui n'est même pas un salaire mais un « défraiement » de 18 euros par jour par enfant. La demande est énorme vu la pénurie de places dans les crèches, et le gouvernement se désinvestit complètement de l'accueil des plus petits qui est pourtant un service public de base. S'il

faudra sans doute plus qu'une manifestation pour obliger le gouvernement à reconnaître les droits fondamentaux de ces travailleuses, ainsi qu'à investir massivement dans les crèches, elles méritent tout notre soutien dans leur lutte !

Les services d'aide à la jeunesse en grève

Depuis le 17 janvier, les travailleurs des services d'aide à la jeunesse et de protection judiciaire sont en grève. Là aussi le manque de moyens est criant, et laisse scandaleusement sur le carreau des mineurs en danger. Faute de places en institutions et de travailleurs pour suivre les dossiers, les enfants sont ballotés d'un endroit à un autre, abandonnés dans des situations dangereuses et les travailleurs chargés de leur venir en aide sont démunis et débordés. Existe-t-il accusation plus lourde contre une société que celle d'abandonner à leur sort les plus fragiles, quand elle a de quoi offrir des millions d'euros aux actionnaires d'une banque !

L'école pour les riches et l'école pour les pauvres

Des résultats de l'étude européenne Pisa 2013, il ressort que l'école en Belgique est parmi les pays plus inégalitaires, et que cette situation ne fait que se dégrader avec les années. Les conclusions sont sans appel : l'écart entre les résultats des enfants issus de familles aisées et ceux issus de familles pauvres est énorme. Le niveau dans les classes professionnelles est bien plus bas que dans les classes générales. Les enfants dont les parents sont issus de l'immigration ont aussi de moins bons résultats que les enfants belges.

Cela n'est pas une fatalité mais est dû à l'organisation du système scolaire. Les classes où les élèves sont trop nombreux et les professeurs débordés, la distinction entre les « bonnes écoles » pour les enfants des riches et les autres écoles où s'entassent ceux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir s'inscrire dans les autres, la séparation, dès 12 ans, en filières distinctes (général, technique et professionnel), tout cela renforce le fait que, selon le milieu dont il est issu, un enfant ne part pas avec les mêmes chances.

Et nos ministres s'en moquent bien, leurs enfants fréquentent les écoles privées ! Pour que cela change, il faudra que nous nous en mêlions. Que nous obligeons le gouvernement à donner à l'école les moyens de devenir un vrai service public, un outil qui permette à nos enfants de comprendre le monde pour pouvoir le transformer.